



# Comité Technique Local (Aude) 21 janvier 2021

## DECLARATION

Monsieur le Président,

Nous sommes en 2ème convocation de Comité Technique Local et nous n'avons eu aucune réponse à nos propositions faites lors de la 1ère convocation, nous avons même des documents identiques à la 1ère convocation malgré que les OS vous ait dit refuser vos suppressions d'emplois. Nous vous faisons donc à nouveau une déclaration et des propositions.

**Comme chaque année, les agents des finances publiques commencent l'année avec la joie des suppressions de leurs emplois** et avec un premier Comité Technique Local (CTL) pour les présenter.

Cette année ce sera 9 suppressions d'emploi contre 4 l'année dernière. **Pourquoi 4 l'année dernière et 9 cette année et 17 l'année précédente ?** On ne saura pas, c'est cela le pouvoir des princes.

Depuis des années, la DGFIP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois, les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables à bout de nerfs... mais rien n'y fait, notre administration se targue même d'être à la tête d'une administration exemplaire en terme de suppressions d'emploi...

**Soit 21837 ETP (équivalents temps plein) depuis l'année 2011 !!**. Et d'autres sont déjà annoncées par Bercy pour 2022...

Ainsi les gouvernements peuvent sans doute, par exemple, créer des emplois **dans l'armée, dans la police, la gendarmerie comme au budget 2021 et financer** un 2ème porte avion nucléaire à coût de dizaines de milliards d'euros tout juste après la construction des sous-marins nucléaires lanceur d'engin Baracudas.

**Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions** par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité. **Mais non satisfait d'en abuser, vous nous « remerciez »** en détériorant nos conditions de travail, en détruisant nos droits et garanties, en restreignant nos droits à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en bloquant les salaires, en diminuant les promotions etc

**Comme l'année dernière donc, vous supprimez des emplois alors que les charges augmentent :** nouveaux dispositifs comme le PAS, nouveaux contentieux, population, nombre de foyers fiscaux, personnes en difficulté, coups de téléphones, courriers, mails, etc.

**Pas un service où ce ne soit la course.** Des services sont coulés. Qu'ai-je en magasin, vous voulez des courriers non traités de novembre ? Des contentieux de décembre ? Voilà la réalité que vous ne connaissez pas, les contentieux qui s'entassent, les titres, mandats, les mises à jour, les gracieux, les prises en charge, les rôles supplémentaires, les contrôles, les délais de paiement, le recouvrement, etc, des collègues qui écrètent pour pouvoir passer les payes ou accomplir leur mission tandis que des responsables mettent la pression sur les congés, les réponses bâclées parce qu'on veut aller vite, les compta à l'arrache, les chefs de services qui demandent à leurs agents de ne plus répondre aux téléphones, des services où le téléphone est décroché, d'autres où ils sonnent sans arrêt non pas parce qu'on ne répond pas mais parce que la personne de planning est déjà au bout du fil et que d'autres contribuables appellent pendant ce temps, voilà les réalités que vous ne connaissez pas ou dont vous vous fichez car vous ne les vivez pas, des contribuables qui tous les jours nous disent ne pas pouvoir joindre le CDC, et mettre aussi une plombe, toute une matinée ou toute une journée à joindre nos centres dont le téléphone est saturé, voire à ne pas pouvoir les joindre du tout et à téléphoner à d'autres centres pour tenter leur chance, on est également loin des 48h de réponse sur Balfus, des contribuables également mal aiguillés aux accueils faute de temps pour écouter et comprendre, des contribuables qui

savent toujours moins comment faire, toujours plus désemparés etc etc... ;

**Rien n'y fait, le couperet est donc tombé pour 2021, vous avez fait tourner votre « moulinette » selon vos anciennes expressions de direction, et c'est 9 suppressions d'emploi :**

-3C, -2B, -1A, -1Géo, -1divHC, -1divCN : 5 suppressions au CDC, 1 Géo PTGC Carca, 1 A PCE, 1 idiv Spf Narbonne, 1 idiv Carca SIP

**Personne n'est oublié surtout si on rajoute ceux de l'année dernière :** 4 suppressions d'emploi : Direction, EDR, PCE, SIE Narbonne. **Année encore précédente :** SIP, SIE Carca et Limoux, PTGC, Trésoreries (locales, Pairie, agglo), ... **Année précédente :** SIP, SIE, PTGC, Trésoreries (locales, Pairie, agglo), Direction ... **Année précédente :** SIP, SIE, SPF, PCEV, PCRP, Trésoreries, EDR, Direction, service commun.

**Vous fléchez des correctifs de charges de moins 2 pour les missions foncières, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est le SDIF qui vous permet de flécher 2 suppressions au titre des missions foncières ? Et moins 1,2 au contrôle fiscal c'est quoi ? Le correctif « environnemental » comment vous le calculez ? Et le correctif « opérationnel », comment vous amène-t-il à 5, donc sans ce dernier correctif, il y aurait eu « Zéro » suppressions d'emplois hors CDC, même + 1 dans l'Aude ?**

**Le tout avec du matériel d'un autre âge,** des applications des années 70, des indisponibilités ou ralentissements applicatifs désormais hebdomadaires, cela est une nouvelle avancée très concrète, l'obligation d'ouvrir à la fois sous internet et sous mozilla les applicatifs métiers, des sommets de débilite, des téléphones qui tombent en rade, des chefs de services qui essaient de réorganiser, réaffecter sans cesse les tâches et les moyens humains pour trouver des solutions illusoire ou finalement qui renoncent, des chefs de services ou adjoints qui durcissent et dérapent sur les droits des agents, des pressions sur ceux qui osent s'absenter quel que soit le motif administratif ...

**Nous vous faisons donc à nouveau la contre proposition déjà faite l'année dernière et encore l'année d'avant : premièrement,** refuser de choisir les suppressions d'emploi puisque « ce n'est pas vous » qui décidez des suppressions d'emploi, envoyez un courrier en ce sens à la DG à la suite de ce CTL emploi ;

**deuxièmement,** si le DG n'accepte pas, car il vaut mieux anticiper son refus, **dites-lui que vous ne pouvez pas choisir, que vous ne savez pas où supprimer et qu'à la place, si le DG ou le ministre refusent zéro suppression, vous proposez la suppression d'un poste d'administrateur : on vous laisse le choix du poste d'administrateur à supprimer.** Ainsi du point de vue du dogme des économies budgétaires, que nous contestons, mais chères au DG, au gouvernement et à vous-même, le poste d'administrateur équivaut à environ 5 postes d'agents de l'Aude supprimés nationalement.

**Enfin quand nous voyons le niveau de désorganisation et de bureaucratie** de notre direction générale, nous ne sommes pas très surpris de voir le niveau de réussite du gouvernement et de son administration, au service de l'oligarchie financière, dans la gestion de la covid 19 : après les masques, les tests désormais les vaccins, le but est bien de soigner ... mais de soigner d'abord les profits des monopoles (grandes entreprises) et non les hommes. Et ce n'est pas de la responsabilité d'un homme mais bien de tout un système de subordination qui empêche, ceux qui travaillent et qui savent, de décider et qui est la cause de tous les problèmes.

**Nous n'avons donc qu'une réponse à toutes ces attaques et dégradation de nos vies, la mobilisation ! Cela dépend de nous ! Le 04 février nous pouvons prendre ce chemin.**

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.

**N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11**

Mél : [cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr)

Site de la section de l'Aude: <http://www.dgfip.cgt.fr/11/>